

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
115 · Septembre 2024
AZB 3001 Berne · Poste CH AG



Payer plus pour moins de rentes ? NON à la réforme de la LPP



Avec la réforme de la LPP, les assuré-es versent des cotisations plus élevées à leur caisse de pension, alors qu'elles et ils pourraient perdre jusqu'à 3200 francs par an de rente. C'est avant tout l'industrie de la finance qui en bénéficie. C'est pour cela qu'un non clair est nécessaire le 22 septembre. Page 4

OUI À L'INITIATIVE BIODIVERSITÉ

La nature est notre source de vie. Mais la biodiversité est de plus en plus menacée dans le monde entier – et également en Suisse. OUI à l'initiative biodiversité. Page 5

ENTRETIEN AVEC BEAT JANS

Quelques mois après ses prises de fonction, notre nouveau conseiller fédéral Beat Jans nous a accordé un entretien cet été. Tour d'horizon des principaux défis et actualités du DFJP. Pages 6 à 8



IMAGE DE L'ÉTÉ

Comme ici à Lostallos, la Suisse a été traversée par de violents épisodes d'intempéries durant l'été. Inondations, glissements de terrain, tempêtes violentes : ces catastrophes naturelles deviennent plus fréquentes et plus dévastatrices. Les expert-es s'accordent à dire que ces événements extrêmes, causés par le réchauffement de l'atmosphère, accentuent la vulnérabilité de notre pays face aux catastrophes naturelles. Conscient de cette urgence, le Parti socialiste suisse a déposé en février dernier l'initiative pour un fonds climat. Cette initiative vise à rendre la Suisse indépendante des énergies fossiles et de l'uranium. Le PS propose d'investir 0,5 à 1 % du PIB annuel pour financer des projets écologiques, créer des emplois, renforcer l'économie locale et prévenir des coûts futurs élevés. Il est clair que la protection du climat est le plus grand défi de notre génération. Nous aurons ainsi la possibilité de voter en faveur d'une transition écologique soutenue par l'État.

Chères et chers camarades,



À une époque où le monde est secoué par des crises diverses, de la crise climatique à l'injustice sociale, nous nous devons de défendre la cohésion de notre société. Nous vivons à une époque où le discours politique est souvent dominé par des questions secondaires. Les thèmes vraiment importants sont alors relégués au second plan. Ce n'est pas le cas chez nous. Le PS relève les défis de notre temps avec des positions claires et courageuses ainsi qu'un engagement inébranlable pour la justice sociale.

Le prochain Congrès de Davos est un exemple parfait de la manière dont nous mettons l'accent sur des thèmes pertinents, mais qui n'ont pas reçu suffisamment d'attention jusqu'à présent. Nous allons nous occuper intensivement de la crise des médicaments. Les pénuries de livraison de médicaments importants, la hausse des prix et la dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de fabricants mondiaux entraînent un approvisionnement incertain pour la population. Ce problème est aggravé par les défaillances du marché et le manque de contrôle de l'État. Une stratégie pharmaceutique publique est nécessaire. Les pouvoirs publics doivent encourager les entreprises pharmaceutiques à but non lucratif ou prendre des participations dans des entreprises, comme c'est par exemple le cas pour Swisscom. C'est ainsi que nous pourrions promouvoir la sécurité de l'approvisionnement et garantir des prix équitables. Ce débat montre de manière exemplaire comment le PS place les besoins de la population au premier plan et ne se laisse pas guider par les intérêts de l'industrie pharmaceutique.

Un autre thème central est notre politique fiscale. Avec le papier de position « Mettre fin à la lutte des classes par le haut, désentraver l'avenir », nous nous attaquons directement aux injustices de notre système fiscal. Le PS s'engage pour une politique financière qui renforce le pouvoir d'achat, favorise la justice sociale et permet des investissements pour l'avenir. Il est de notre devoir de corriger les déséquilibres dans la répartition des richesses et de veiller à ce que tout le monde profite des succès économiques. Aujourd'hui, le frein à l'endettement est un instrument qui permet d'imposer politiquement des coupes et d'affirmer qu'il n'y a pas d'argent pour soulager la population en matière de primes d'assurance-maladie, par exemple.

Mais ce n'est qu'une petite partie de notre lutte commune. Nous nous engageons pour le pouvoir d'achat, la protection du climat et l'égalité. Dans tous ces domaines, on constate que le PS s'occupe des thèmes décisifs. Nous savons que ces défis ne peuvent pas être considérés de manière isolée. C'est pourquoi nos réponses sont toujours globales et solidaires.

Avec mes salutations solidaires,

Tom Cassee,
secrétaire général du PS Suisse



La nécessité d'être visionnaires

La politique suisse a la réputation d'être lente, mais stable. Plutôt que de grandes réformes, on (la majorité en place) préfère généralement avancer à petits pas. Certain-es aiment se complaire dans cette vision et façon de faire, considérées comme bien helvétiques et qui nourrissent l'idée que notre système politique fait envie à l'international. Mais force est de constater que celui-ci est bien incapable de réagir de manière efficace face à l'urgence.

Les événements climatiques extrêmes survenus à travers notre pays durant l'été l'ont démontré, de même que l'embolie politico-médiatique qu'ils ont engendrée. En Valais, cette embolie suivit de peu les annonces de révision du projet Rhône III par notre Gouvernement cantonal, jugé alors trop « démesuré ». Plutôt que de « revoir sa révision », l'exécutif a persisté et signé (pour le moment), quand bien même les preuves de la nécessité d'une vision à long terme pour de tels aménagements crèvent les yeux.

Vous pardonnerez cette digression cantonale, mais celle-ci témoigne bien de la difficulté de la politique à mettre en chantier des projets ambitieux et capables de rendre l'avenir un peu moins incertain, même si celui-ci semble lointain. Et à l'heure où les droits fondamentaux sont constamment attaqués, où le filet social est sans cesse remis en question, où la crise climatique laisse planer jour après jour d'immenses dangers sur nos sociétés, la nécessité d'agir devient chaque jour plus urgente.

Pourtant, des idées ambitieuses pour des réformes plus globales existent aujourd'hui : caisse publique, fonds pour le climat, initiative sur la place financière, initiative pour l'avenir ... Ces combats sont loin d'être gagnés, et il faudra en gagner encore bien d'autres – c'est là, pour paraphraser un slogan bien connu, le cœur de notre engagement historique : être réalistes, et exiger ce qui semble encore aujourd'hui impossible.

Clément Borgeaud, co-rédacteur en chef

IMPRESSUM

Éditeur : PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction : Clément Borgeaud, Julie Duveillard, Céline Hoyois, Colin Vollmer
Production : Atelier Bläuer, Berne

RÉFORME DE LA LPP

Retour à l'expéditeur !

Avec la réforme de la LPP, presque tout le monde est perdant – la classe moyenne, les bas salaires, les personnes de plus de 50 ans. Seule l'industrie financière s'en sort indemne. Il n'y a donc qu'une seule réponse à cette réforme : un non clair et net !



Cédric Wermuth, conseiller national (AG) et co-président du PS Suisse

La baisse du taux de conversion constitue le cœur du projet et concerne toutes et tous les assuré-es. En effet, avec un taux de conversion plus bas, les prestations de rente garanties diminuent. Ce taux détermine la part du capital épargné dans le domaine obligatoire qui sera versée aux assuré-es sous forme de rente. Actuellement, ce taux est de 6,8%. Cela signifie qu'aujourd'hui, une rente de 6800 francs est versée chaque année pour un capital de 100 000 francs. Désormais, cette rente serait réduite à 6% du capital épargné, soit 6000 francs.

Pourtant, au cours des 15 dernières années, les nouvelles rentes moyennes ont déjà baissé de plusieurs centaines de francs, alors que les cotisations n'ont cessé d'augmenter. De surcroît, les rentes des caisses de pension ont perdu 5% de leur pouvoir d'achat rien qu'au cours des trois dernières années. Dans les faits, les assuré-es supportent le risque des marchés financiers. Or, contrairement à ce que l'on craignait il y a encore quelques années, la plupart des caisses de pension se portent aujourd'hui à merveille grâce à la hausse des taux d'intérêt. Leurs réserves sont pleines à craquer.

Payer plus pour moins de rentes ?

Avec la soi-disant réforme, plus de deux milliards de francs d'argent supplémentaire devraient être versés dans les caisses de pension – payés par les assuré-es. Cela peut représenter jusqu'à 2400 francs par an. Ces coûts supplémentaires pèsent surtout sur les personnes ayant de faibles rentes. En parallèle, de nombreuses et nombreux assuré-es voient leurs rentes baisser. Les pertes peuvent atteindre jusqu'à 3200 francs (voir exemples). Les personnes salariées de plus de 50 ans et la classe moyenne en sont les principales victimes.

Un paquet trompeur pour les femmes

Désormais, les taux d'occupation plus bas seront assuré-es. Cela devait être particulièrement favorable aux femmes ayant un faible taux d'occupation. Ce raisonnement n'est pas faux, mais il comporte quelques pièges. 90% des caisses ont déjà trouvé des solutions pour une assurance flexible des faibles taux d'occupation – et pourtant, les rentes des femmes dans le deuxième pilier restent largement

EXEMPLES DE CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME POUR LES GENS

	Déduction salariale pour la caisse de pension par mois	Modification de la rente de la caisse de pension par mois
 <p>Assistante socio-éducative dans une crèche* 50 ans Salaire mensuel 5400 francs</p>	100 francs de plus	127 francs de moins
 <p>Vendeur spécialisé dans le commerce de gros, 45 ans Salaire mensuel 6800 francs</p>	42 francs de plus	258 francs de moins
 <p>Électricienne 27 ans Salaire mensuel 5385 francs</p>	162 francs de plus	31 francs de plus
 <p>Fleuriste à temps partiel** 45 ans Salaire mensuel 1900 francs</p>	187 francs de plus	212 francs de plus
 <p>Cuisinier 55 ans Salaire mensuel 5400 francs</p>	11 francs de moins	67 francs de moins

Exemples basés sur les données de l'Union syndicale suisse (calcul du salaire annuel avec 13 salaires mensuels).

* Dans 15 ans, lorsqu'elle prendra sa retraite, l'assistante socio-éducative touchera une rente mensuelle inférieure de 127 francs, mais elle aura versé chaque mois 100 francs de plus jusqu'à l'âge de la retraite – un mauvais deal : payer plus pour moins de rentes.

** Lorsque la fleuriste prendra sa retraite dans 20 ans, elle recevra une rente plus élevée, mais les prestations complémentaires seront d'autant plus faibles – elle n'aura pas plus d'argent à disposition à la retraite. Pendant sa vie active, elle a cependant beaucoup moins d'argent dans son porte-monnaie, et ce, pour un salaire très modeste.

inférieures à celles des hommes. Pourquoi? Parce que le problème est ailleurs. La raison principale de l'écart entre les rentes des femmes – outre la discrimination salariale – réside avant tout dans le fait que l'éducation des enfants et la prise en charge des membres de la famille ne sont pas prises en compte dans le deuxième pilier, contrairement à l'AVS. C'est pourquoi les différences sont moindres dans les rentes AVS. Le PS a bien entendu déposé des propositions concrètes pour introduire des bonifications pour tâches d'assistance dans le cadre de la réforme actuelle de la LPP. Cependant, les partis bourgeois n'ont rien voulu entendre.

L'industrie financière en profite

L'industrie financière serait la grande gagnante de cette soi-disant réforme. Elle s'en tire à bon compte – le deuxième pilier ressemblerait désormais à un self-service de l'industrie financière. Celle-ci s'enrichit: l'ancien conseiller national socialiste et surveillant des prix Ruedi Strahm a calculé que 1500 francs par personne assurée et par an vont désormais à l'industrie financière. L'Union syndicale suisse montre qu'au cours des dix dernières années, près de 70 milliards de francs au total ont été prélevés sur les cotisations des assuré-es et quasiment entièrement versés à la finance. Au lieu de s'attaquer à ces gains indécents perçus par l'industrie financière, les partis bourgeois ont préféré bricoler une réforme où beaucoup paieront plus pour recevoir moins. Il ne peut donc y avoir qu'une seule réponse le 22 septembre: retour à l'expéditeur!

AVEC RUEDI STRAHM ET CÉDRIC WERMUTH CONTRE LA RÉFORME LPP

Cédric Wermuth et Ruedi Strahm, ancien surveillant des prix et conseiller national, reviennent dans le cadre d'un événement en ligne sur l'histoire du système des trois piliers en Suisse. Ils montrent l'évolution des caisses de pension et expliquent nos critiques à l'égard de la réforme LPP actuelle et des erreurs du système du deuxième pilier. Il sera possible de poser des questions. Nous nous réjouissons de votre participation!

Lundi 9 septembre à 19 h 30, en ligne via zoom
 Merci de t'inscrire via ce lien
sp-ps.ch/webinar_bvg/
 Tu recevras un lien d'accès



INITIATIVE BIODIVERSITÉ

Un OUI évident contre une dangereuse inaction



Mathilde Crevoisier Crelier, conseillère aux États (JU)

La Suisse a mal à sa biodiversité. Moins visible que la crise climatique, la crise de la biodiversité est pourtant tout aussi alarmante. En effet, une nature variée est notre meilleure alliée pour nous adapter aux conséquences du changement climatique: les forêts absorbent le CO₂, les rivières naturelles protègent des inondations et, en zone urbaine, les toits végétalisés et les espaces verts aident à lutter contre les îlots de chaleur. Crise de la biodiversité et crise climatique vont main dans la main, et l'on ne résoudra pas l'une sans lutter contre l'autre.

Une nature saine pour les générations futures

La nature est notre source de vie. Elle assure une bonne eau potable, des sols fertiles et constitue le poumon vert de notre planète. Or la Suisse est mauvaise élève en comparaison internationale: plus d'un tiers des espèces végétales et animales sont menacées, ainsi que la moitié des surfaces protégées. La disparition des insectes est particulièrement frappante: fini les papillons nocturnes qui dansent autour des lampadaires. En une génération seulement, la population d'insectes a diminué de trois quarts. Or, ils sont vitaux pour la pollinisation des plantes et constituent le maillon le plus important de la chaîne alimentaire des oiseaux et des poissons.

La nature et les paysages font partie de notre identité

Nos paysages typiques et nos villages pittoresques sont la carte d'identité de la Suisse. Ils contribuent à notre qualité de vie, mais sont aussi nos atouts touristiques. Nous devons renforcer la protection de ce patrimoine, que le mitage du territoire, le bétonnage et l'utilisation intensive du sol ont mis à mal ces dernières décennies.

La protection de la biodiversité recule au Parlement

Ces derniers mois, les Chambres ont pris plusieurs décisions néfastes pour l'environnement. Le Conseil des États a notamment enterré le contre-projet indirect à l'initiative



biodiversité, qui aurait permis de dégager des moyens supplémentaires importants. Car le déclin de la biodiversité représente aussi un risque économique considérable: les coûts de l'inaction s'accumulent et se chiffrent en milliards, jusqu'à 16 milliards de francs par an en 2050 selon les estimations. Face aux politiques qui freinent des quatre fers, c'est à la population d'agir. L'initiative oblige la Confédération et les cantons à prendre enfin des mesures capables de protéger notre source de vie.

L'initiative biodiversité, pour une protection suffisante de la biodiversité

L'initiative biodiversité veut ancrer dans la Constitution une meilleure protection de l'environnement et du patrimoine bâti. Elle demande les surfaces et les moyens financiers nécessaires pour préserver la nature, la diversité des paysages et le patrimoine, tout en laissant aux pouvoirs publics la marge de manœuvre nécessaire pour une mise en œuvre adaptée. Elle contribue aussi à assurer la sécurité alimentaire, car l'agriculture est tributaire d'une biodiversité riche et en bon état, garante de la fertilité des sols, de la pollinisation et de l'équilibre du régime hydrologique. Avec l'initiative, les familles paysannes seront ainsi mieux indemnisées pour le travail qu'elles fournissent en faveur de la nature.

Grâce à l'initiative biodiversité, nous pouvons enfin aller de l'avant. Dire OUI à cette initiative, c'est faire le choix évident d'un environnement sain et résilient pour les générations à venir.

A portrait of Beat Jans, a middle-aged man with short grey hair, smiling. He is wearing a blue textured suit jacket, a white shirt, and a green and yellow plaid tie. He is sitting with his hands clasped in his lap. The background is a blue-toned image of bare tree branches.

**Entretien
avec notre
conseiller
fédéral
Beat Jans**

Le 13 décembre dernier, le socialiste Beat Jans a été élu au Conseil fédéral, succédant ainsi à Alain Berset. Originaire de Bâle-Ville, il a d'abord suivi une formation d'agriculteur avant de faire ses études en sciences de l'environnement à l'EPFZ. Aujourd'hui, nous revenons avec lui sur les premiers mois de son mandat en tant que chef du Département fédéral de justice et police.

Beat Jans, bonjour. Cela fait maintenant plusieurs mois que tu as été élu au Conseil fédéral. Comment t'es-tu adapté à ce nouveau rythme ? Quels ont été les changements les plus marquants pour toi ?

Le travail que j'ai fait auparavant comme président du Conseil d'État du canton de Bâle-Ville était très similaire en termes de contenu. Mais maintenant, il y a une cadence différente, le rythme est beaucoup plus élevé. J'ai aussi bien plus de personnes qui me soutiennent : une équipe avec qui j'échange au quotidien. C'est quelque chose de tout à fait nouveau pour moi, mais je l'apprécie énormément. Évidemment, j'ai maintenant un appartement à Berne pour pouvoir travailler tard le soir et ne pas avoir à attraper le dernier train pour Bâle.

En mars 2024, seulement 3 mois après ton élection, tu apparais en 1^{re} position dans le classement de popularité des membres du Conseil fédéral. Comment as-tu fait pour convaincre la population aussi rapidement ?

Le hasard y a contribué ! (rires) On m'a beaucoup parlé de ma réaction au moment de mon élection, lorsque j'ai découvert que ma famille était dans la tribune. Je ne m'y attendais pas du tout ! Les gens ont vu que j'avais réagi spontanément. C'était pour moi une belle surprise de voir que cela avait été accueilli de manière aussi positive.

Pour moi, cela montre aussi qu'une certaine authenticité est très importante. Et je trouve que c'est une bonne chose : un conseiller fédéral n'est finalement qu'un être humain.

Quelle a été, selon toi, la première décision marquante que tu as prise en tant que chef du Département fédéral de justice et police ?

Il y en a beaucoup, mais une décision me semble très importante : celle d'amener les réfugié-es le plus rapidement possible sur le marché du travail afin que ces personnes puissent s'intégrer plus vite dans la société. Elles apportent des compétences et un savoir-faire importants et nous en avons besoin. C'est pourquoi j'ai été particulièrement heureux de pouvoir aider à accélérer ce processus.

Tu es le seul membre du Conseil fédéral à habiter dans une ville de plus de 20 000 habitants-es, qu'est-ce que cela change selon toi ?

Je considère qu'il est de mon devoir de faire valoir le point de vue des villes, car $\frac{3}{4}$ des gens vivent dans des zones urbaines en Suisse. En tant qu'ancien président d'un Conseil d'État, j'ai pu voir de très près quels sont les problèmes de ces personnes. Cette perspective est importante au sein du Conseil fédéral.

En outre, nous sommes en train de travailler sur de grands thèmes, par exemple sur l'initiative sur la durabilité. Je suis responsable du traitement de cette initiative et d'un éventuel contre-projet. Et là, je pense que je peux apporter des solutions avec ma vision urbaine.

Tu as dernièrement rencontré Nemo, artiste non binaire originaire de la ville de Bienne, suite à sa victoire à l'Eurovision. Après avoir été à l'origine de la loi sur l'égalité à Bâle-Ville – qui promeut l'égalité entre les genres, lutte contre la discrimination et a inclus, aux côtés des femmes, les minorités de genre (personnes trans, non-binaires et intersexes) – quels sont les changements que tu souhaites instaurer au niveau national pour améliorer la situation des personnes non-binaires et queers ?

La rencontre avec Nemo a été très positive pour moi : iel a une énergie positive et essaie de faire avancer des causes politiquement importantes dans la société. Mais Nemo s'est

aussi donné une tâche énorme avec cela et a reçu beaucoup de réactions négatives. Il est de mon devoir de soutenir les personnes que Nemo représente dans leur demande – très légitime – d'être respectées et non discriminées. Elles doivent être intégrées dans notre société à part entière.

En juillet, nous avons organisé un atelier avec des personnes concernées, afin de déterminer comment nous pouvons améliorer et simplifier leur vie et quelles sont les priorités en la matière. Et nous en discuterons ensuite au Conseil fédéral en faisant des propositions concrètes.

Tu as également déclaré vouloir lutter contre les violences domestiques – alors que le nombre de féminicides par année ne baisse pas en Suisse. Quelles sont les actions que tu souhaites mettre en place pour améliorer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ?

Ce sujet me tient vraiment à cœur. Peut-être aussi parce que j'ai deux filles, deux jeunes femmes, avec lesquelles je discute beaucoup de ce genre de sujets. Mais il n'y a pas besoin d'être père pour être scandalisé-e par les féminicides, les violences domestiques, sexistes et sexuelles ou par les agressions basées sur le genre ou l'orientation sexuelle. C'est une tâche énorme et primordiale pour moi de créer des conditions-cadres pour prévenir, mais aussi pour aider et donner un soutien concret aux victimes.

Cette année encore, la loi sur l'aide aux victimes sera modifiée. Je souhaite garantir que toutes les victimes bénéficient d'un soutien médical immédiat et mettre en place un plan d'action pour lutter contre les violences domestiques et sexuelles. Nous prévoyons, comme mesure concrète, d'introduire l'année prochaine un téléphone d'urgence qui fonctionnera 24 heures sur 24 dans toute la Suisse.

Cet été, le nouveau droit pénal en matière sexuelle a été introduit avec « le non, c'est non ». Je suis heureux que cela ait été mis en œuvre. Je pense qu'en tant qu'homme, il est important de s'exprimer sur cette thématique. Nous devons soutenir ces avancées et dire adieu à la masculinité toxique.

Cet été, tu as publié un article dans la NZZ

« Une certaine authenticité est très importante. Et je trouve que c'est une bonne chose : un conseiller fédéral n'est finalement qu'un être humain. »



concernant les relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE). Tu affirmes que la Suisse aurait tout à gagner avec un renforcement de ses relations avec l'UE. Quelles sont les priorités des Bilatérales III qui seront négociées en octobre 2024 ?

La Suisse a de la chance d'avoir l'Union européenne qui l'aide en matière de sécurité. Surtout en ce moment, avec l'agression militaire russe contre l'Ukraine, qui constitue une violation grave des normes du droit international. Nous faisons face à une situation pour le moins délicate.

Je soutiens pleinement les Bilatérales III : l'objectif est de trouver une solution concernant le dossier de la libre circulation des personnes. Pour moi, il est tout à fait clair que les salaires ne doivent pas être mis en danger par de nouveaux accords. Mais il est également important de garder en tête la question de l'immigration dans le système social en général. Je souhaite contribuer à ce que nous considérons nos voisins non pas comme des adversaires, mais comme des partenaires.

Justement, tu y évoques également la question de l'immigration et de son importance pour la Suisse, ainsi que de la libre circulation dans l'espace Schengen. Quel système le Conseil fédéral souhaite-t-il mettre en place avec l'UE et quel est le rôle de la Suisse dans celui-ci ?

Il est important de ne pas mélanger la politique migratoire et la politique d'asile. La politique d'asile est un droit qui s'applique à toutes et tous les habitant-es de la planète : s'ils ou elles sont persécuté-es dans leur pays, ils ou elles peuvent trouver protection chez nous. La politique d'immigration porte sur des questions telles que : qui peut entrer, où,

quand peut-on trouver un emploi ? Ce sont des questions très différentes de mon point de vue.

Selon moi, il faut que les personnes puissent être heureuses là où elles sont. Je viens d'un canton où la migration est très importante et j'habite dans un quartier où vivent de nombreuses personnes immigrées : j'ai donc appris que nous pouvions en profiter énormément. Pour moi, une Suisse ouverte, c'est une Suisse qui donne à d'autres personnes la possibilité d'être intégrées chez nous.

En Suisse, nous sommes tributaires de l'aide des gens qui viennent travailler ici. Cela est vrai dans de nombreux secteurs : dans les services publics, sur les chantiers, dans les gares, dans les hôpitaux, dans les établissements de soins ... Et c'est là, je pense, que se pose actuellement la plus grande question : pourrions-nous à l'avenir avoir suffisamment de gens pour faire tous ces métiers essentiels, afin de garantir des prestations de service public de qualité pour toutes et tous ? Cela a une grande influence sur notre qualité de vie.

Que peut-on faire de socialiste et progressiste à la tête du Département fédéral de justice et police ?

Je suis très inquiet que dans de nombreux pays, la confiance dans les institutions, le Parlement ou encore la démocratie diminue. C'est une tendance que l'on retrouve par exemple en Russie ou aux États-Unis et qui conduit à une restriction des libertés.

Récemment, la Suisse a été jugée pour inaction climatique par la CEDH, donnant raison aux Aînés pour le climat. Cela a déclenché une discussion sur la manière dont nous traitons les institutions et comment la

Suisse se conforme au droit international. En tant que chef du Département de justice, je voudrais surtout m'assurer que la population ne perde pas confiance dans les institutions et que non seulement notre démocratie fonctionne, mais aussi que nous puissions collaborer ouvertement avec le reste du monde.

Nous arrivons au terme de cet entretien, merci d'y avoir participé. Finalement, quels sont les grands projets qui t'attendent à l'avenir ?

Ce qui est particulièrement important pour moi, c'est la mise en œuvre des projets liés à l'égalité, tels que le plan d'action contre les violences sexuelles et domestiques. Ensuite, il y a la question de la migration en rapport avec les négociations avec l'UE et l'initiative sur la durabilité. Finalement, en tant que chef de la police, j'aimerais aussi que la Suisse s'améliore dans la lutte contre la criminalité organisée internationale qui est une grande menace pour notre liberté. Nous devons par exemple encore mieux contribuer à la lutte contre le trafic de drogue mondialisé.

« Pour moi, il est tout à fait clair que les salaires ne doivent pas être mis en danger par de nouveaux accords. »

Mathilde Mottet,

co-présidente des Femmes socialistes suisses

Mathilde Mottet a été élue co-présidente des Femmes socialistes suisses en février 2024. Dans cet entretien, elle revient sur les grands thèmes qui ont occupé ses premiers mois de mandats et sur les défis à venir.

Tu as été élue à la co-présidence des Femmes socialistes suisses en février 2024. Quelles ont été tes motivations pour te présenter à ce poste ?

Je me suis portée candidate, car je souhaite construire un front féministe uni. Que l'on vienne de la campagne ou de la ville, qu'on ait des enfants ou non, qu'on soit hétérosexuelle ou lesbienne, nous voulons toutes la même chose : pouvoir vivre sans pauvreté, sans violences sexuelles et dans le respect. Nous ne devons pas oublier les femmes sans papiers qui font des ménages, les employé-es issu-es de pays voisins qui font tourner nos hôpitaux, les personnes qui vivent avec un handicap ou celles qui ne se reconnaissent pas dans le genre qui leur a été attribué. La liberté et l'égalité pour tou-ttes ne deviendront réalité qu'en dépassant le système capitaliste qui repose sur le travail de care sans rémunération majoritairement effectué par les femmes.

Quel impact doivent avoir les Femmes socialistes au sein du PS ?

Les Femmes socialistes suisses doivent montrer au PS qu'il n'y a pas lieu de hiérarchiser les luttes. Il n'y a pas de féminisme sans antiracisme, ni d'anticapitalisme sans féminisme. Nous pouvons certes défendre les droits des travailleurs et améliorer leurs conditions de travail, mais tant que les femmes continueront d'assumer en majorité les tâches domestiques et la garde des enfants pendant que les hommes travaillent, la lutte ne sera jamais complète. J'espère que les Femmes socialistes sauront également montrer au PS qu'il est nécessaire d'être radicales dans nos revendications pour atteindre notre but. Et cela doit passer par l'opposition aujourd'hui, et par la révolution demain.

L'engagement féministe et militant est-il identique des deux côtés de la Sarine ?

Des deux côtés, je retrouve des militantes fâchées contre le patriarcat et frustrées de la lenteur des avancées en Suisse, autant au sein du PS que dans les institutions. Il y a peut-être plus de différences entre la campagne et la ville, ou entre les jeunes et les plus âgées, mais tout le monde a sa place dans notre mouvement. Nous devons avoir la patience d'expliquer les dernières revendications féministes et comprendre que la visibilité de certaines ne diminue pas celle des autres. Il doit être possible de faire des erreurs sans être « cancel » ou de porter des revendications

nouvelles sans être appelé-e « woke ». Gardons en tête que c'est la droite qui souhaite nous diviser afin de nous empêcher de défendre les intérêts des 99 % de la population !

Les Femmes socialistes ont déposé un recours contre la votation sur AVS 21 suite à l'erreur de calcul de l'OFAS. Peux-tu nous en dire plus ?

L'augmentation de l'âge de la retraite des femmes a été justifiée par la nécessité de sauver les finances de l'AVS. Or, elles vont mieux que prévu. La population a donc voté sur la base d'informations erronées, et cette votation doit être reconduite. On ne joue pas avec la vie des gens sur la base de mensonges ! Depuis des décennies, la droite utilise des prévisions alarmistes concernant les dépenses de l'AVS afin de justifier des reculs sociaux. Et malheureusement, cela fonctionne. Il est maintenant temps d'inverser la tendance.

La réforme du droit pénal en matière sexuelle est entrée en vigueur cet été, en grande partie grâce au travail des Femmes socialistes. Es-tu satisfaite de ce succès ?

Oui ! C'est un premier pas pour une meilleure prise en charge des violences sexistes et sexuelles. Mais elles ne vont pas disparaître pour autant. Les cantons, les foyers d'accueil et les organisations spécialisées dans la protection contre les violences manquent cruellement de moyens. Les mesures de sensibilisation des auteurs de violences demeurent facultatives. La police et les autorités judiciaires manquent de formation. Aujourd'hui, une femme meurt toutes les deux semaines sous les coups d'un (ancien) partenaire. Pour y mettre fin, il est crucial que chacun-e comprenne que ces drames ne sont pas des exceptions, mais le reflet de la normalisation des violences dans notre société. La lutte contre les violences sexistes et sexuelles a besoin de devenir une priorité politique et d'obtenir les ressources financières nécessaires.

Tu considèreras que ton mandat à la tête des Femmes socialistes aura été un succès si ...

... je réussis à motiver des jeunes femmes à s'engager dans la lutte pour un monde meilleur, car celui-ci est possible.



Femmes socialistes suisses

Le Groupe socialiste des régions de montagne en Engadine

L'excursion annuelle du Groupe socialiste des régions de montagne a eu lieu le 29 juin dernier en Haute-Engadine. Ce fut l'occasion de découvrir sur le terrain les thèmes qui préoccupent cette région touristique.



Clément Borgeaud, président du Parti socialiste du Valais romand

Le samedi a commencé par une visite guidée à travers le paysage fluvial renaturé de l'Inn à Bever, à la rencontre des vipères qui peuplent cette contrée. La zone alluviale offre aujourd'hui un habitat précieux à différentes espèces animales, tout en les protégeant des inondations.

Lors du repas de midi sur les hauteurs de la Muottas Muragl, Franziska Preisig, députée au Grand Conseil des Grisons, organisatrice de l'excursion et co-présidente de la section Haute-Engadine/Bergell, a expliqué pour-

quoi l'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires a été contre-productive en Haute-Engadine en ce qui concerne les logements abordables. L'accès au logement est un thème particulièrement préoccupant pour cette région hautement touristique.

Enfin, le thème des forces de la nature était également omniprésent: depuis la terrasse panoramique, malgré une vue troublée par la poussière du Sahara, on pouvait apercevoir dans le Val Roseg les masses d'éboulis qui ont enseveli par endroits un chemin de randonnée lors des éboulements de la mi-avril. Et sur le chemin de randonnée en direction de Pontresina, il y avait encore quelques épicéas desséchés que la tempête Vaia avait renversés dans la forêt protectrice fin octobre 2018. Depuis des années, les événements extrêmes tendent effectivement à se multiplier dans les Alpes, conséquences de la crise climatique – l'été que nous venons de traverser l'a bien démontré.



Barbara Tuena Giovanoli

Le Groupe socialiste des régions de montagne sur le Muottas Muragl (de gauche à droite): Lisbeth Gisler Kälin, Urs Kälin, Monika Baumgartner, Albert America, Martin Pfister, Franziska Preisig, Clément Borgeaud, Leah Huber und Alexander Imhof.

Signez l'initiative solaire dès maintenant !



Lea Trogrlić, responsable de projet pour l'initiative sur la place financière

Le 11 juin, les Vert-e-s ont lancé l'initiative solaire, qui vise à doter toute construction appropriée d'une installation solaire. Le PS soutient ce texte – c'est pourquoi il faut signer dès aujourd'hui la carte de signature jointe au présent numéro de Socialistes, ou en ligne. L'obligation d'installer des panneaux solaires s'applique aussi bien aux nouvelles constructions qu'aux grandes rénovations. Au plus tard 15 ans après l'acceptation de l'initiative, cette obligation s'appliquera également aux bâtiments existants. Sont exclus de l'initiative les bâtiments classés monuments historiques ou pour lesquels l'installation d'un système solaire serait disproportionnée.

L'initiative solaire apporte une contribution importante à la sécurité de l'approvisionnement et à la protection du climat en Suisse. Dans notre pays, deux tiers des besoins totaux en énergie sont couverts par des sources d'énergie fossiles, souvent importées de pays aux régimes autocratiques. Il existe suffisamment de surfaces appropriées sur les toits, les façades et les infrastructures suisses pour couvrir plus que la totalité des besoins actuels en électricité de notre pays avec l'énergie solaire. Avec l'initiative solaire, nous réduisons notre dépendance vis-à-vis de l'étranger, accélérons le passage aux énergies renouvelables et réduisons ainsi les émissions de gaz à effet de serre.



6

questions à **Adrien Calvez**, 30 ans

Profession: Cuisinier de formation, c'est dans le monde institutionnel que j'occupe aujourd'hui. Je suis actuellement maître socioprofessionnel en deuxième année de formation. Mon métier vise à accompagner des jeunes dans leur processus de réinsertion et le développement de leurs projets, tout en les encourageant et en soulignant leurs compétences sociales et professionnelles.

Hobbies: J'aime passer du temps avec mes ami-es. Passionné de cuisine et épicurien de nature, je ne suis jamais plus comblé que lorsque je partage un bon repas avec mes proches. J'aime voyager, découvrir de nouvelles cultures et lorsque j'ai du temps, je ne manque pas une occasion pour aller chiner dans les brocantes d'ici ou d'ailleurs. La musique a toujours joué un rôle essentiel dans ma vie, il n'est donc pas rare de me croiser en concert, en festival ou la tête penchée dans un bac rempli de vieux vinyles poussiéreux à la recherche d'une pépite.

Présente-toi en quelques mots.

De nature joyeuse et positive, je suis un jeune homme à la vie bien remplie entre famille, ami-es, travail et études. Je ne manque cependant pas une occasion de profiter des gens que j'aime et de m'impliquer ou de participer à la vie associative locale. J'aime comprendre le monde qui m'entoure et je suis quelqu'un d'ouvert au dialogue. Mes convictions sont bien réelles: la justice sociale pour toutes et tous, l'égalité des chances et l'inclusion des minorités constituent pour moi des enjeux sociétaux essentiels.

Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Honnête, engagé, déterminé.

Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

Les valeurs que défend le PS sont des valeurs qui font partie de mon éducation et auxquelles ma famille a toujours cru. Les valeurs

d'égalité, de justice sociale et de protection de l'environnement résonnent profondément avec mes propres engagements. J'avais besoin de participer à un projet solidaire et juste, qui considère chacun-e et qui se soucie des travailleur-euses, des précaires et des générations à venir. Je suis certain qu'ensemble, il est possible de construire une société plus juste, inclusive et durable.

Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?

La vitesse à laquelle se creusent les inégalités m'amène parfois à me sentir révolté. Selon moi, la priorité politique en Suisse devrait être la lutte contre les inégalités sociales et économiques. Je pense que les hauts revenus et les grandes fortunes devraient davantage contribuer au bien collectif. Limiter les privilèges fiscaux des grandes entreprises et lutter contre l'évasion fiscale afin de réduire les inégalités permettraient de renforcer la cohésion sociale et favoriseraient un environnement plus juste et équitable.

Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Dur de choisir. Dans un monde idéal et dans la continuité de mes dires, je souhaiterais que les entreprises rémunèrent de manière plus juste les travailleuses et travailleurs afin de réduire les écarts entre les riches et les pauvres et de garantir l'égalité des chances pour toutes et tous.

Quelle est ta vision du PS dans vingt ans ?

Je vois un parti qui continue d'évoluer avec les défis de son temps, tout en restant fidèle à ses valeurs fondamentales. Un parti attentif aux besoins des nouvelles générations et qui promeut la paix ainsi que le respect des droits humains. Un parti qui défend une économie verte, qui protège l'environnement et qui encourage la participation citoyenne, tant au niveau local et national qu'international.

LE RÉSULTAT

182

C'est le nombre de députés du Nouveau Front Populaire (NFP) à l'Assemblée nationale française après le deuxième tour des législatives. En créant la surprise, le NFP est devenu la première coalition politique à l'Assemblée nationale. Cependant, le pays se retrouve avec une majorité relative. Malgré sa démission, le gouvernement Attal reste en place depuis plus de 40 jours. À l'heure où nous écrivons ces lignes, tous les regards sont maintenant tournés vers le président Emmanuel Macron, dans l'attente de sa décision pour la formation d'un nouveau gouvernement.

CHIFFRE

12 000

La marche des fiertés de Martigny a eu lieu le 20 juillet dernier et a réuni plus de 12 000 personnes venues revendiquer le droit d'être « soi-même, partout ». Pour la troisième fois, la Pride s'est déroulée en Valais. Elle a rassemblé des personnes venues de toute la Suisse, un réel succès pour ses organisateur-trices. Malgré les avancées obtenues ces dernières années, le chemin vers l'égalité reste long. L'homophobie et la transphobie continuent de tuer.

AGENDA SOCIALISTE

L'agenda des principales dates à venir pour notre Parti. Vous y retrouvez, entre autres, les Congrès, événements de formation ou activités des organes. En cas de question, n'hésitez pas à nous contacter !

Les personnes suivantes se tiennent à votre disposition, selon les rubriques :

PS Suisse : Clément Borgeaud et Colin Vollmer, porte-parole du PS Suisse, rp@pssuisse.ch

Formation : Gina La Mantia, responsable formation & membre du PS Suisse, gina.lamantia@pssuisse.ch

Femmes socialistes : Julia Baumgartner, secrétaire centrale des Femmes socialistes suisses, julia.baumgartner@sp-frauen.ch

PS Migrant-es : Aleksandra Zdravković, secrétaire du PS Migrant-es, aleksandra.zdravkovic@pssuisse.ch

PS 60+ : Werner Kälin, secrétaire du PS60+, werner.kaelin@pssuisse.ch

PS queer : Mia Jenni, secrétaire du PS queer, mia.jenni@pssuisse.ch

PS Suisse

- 6 septembre 2024 – après-midi
Séance du Conseil de parti
En ligne, après-midi
- 26–27 octobre 2024 – toute la journée, Congrès du PS Suisse
Centre de Congrès, Talstrasse 49a, Davos (GR)
- 29 novembre 2024 – après-midi
Séance du Conseil de parti
à Olten, Hôtel Olten, Bahnhofstrasse 5

PS60+

- 28 septembre 2024, 11 h 00
Conférence d'automne du PS60+
Stadtheater Olten, Frohburgstrasse 1, Olten
- 12 décembre 2024, 11 h 15–15 h 00
Assemblée des délégué-es du PS60+
Centre de conférence Unia, Weltpoststrasse 20, Berne

Femmes socialistes suisses

- 23 novembre 2024 – 14 h 00
Manifestation : Côte à côte
contre la violence et l'oppression
Berne, Schützenmatte

Formation

- 14 septembre 2024, 10 h 00–16 h 00, Belp (BE)
Journée de politique communale
Contenu : principe de collégialité
au niveau communal, ateliers
portant sur des sujets de la politique locale, travail en réseau
Formation pour membres exerçant des fonctions officielles
en sein d'institutions politiques communales

PS queer

- 21 septembre 2024
Assemblée générale du PS queer
Institute Europe, Berne
- 5 octobre 2024
Journée de formation du PS queer
Lieu et heure à définir
- 13 décembre 2024
Événement de Noël du PS queer
Lieu et heure à définir

PS Migrant-es

- 2 novembre 2024, 10 h 00–15 h 00
Conférence des délégué-es du PS Migrant-es Suisse
PROGR, salle « Kleine Bühne », Waisenhausplatz 30, Berne

AZB
CH-3001 Berne
PP/Journal
La Poste Suisse SA